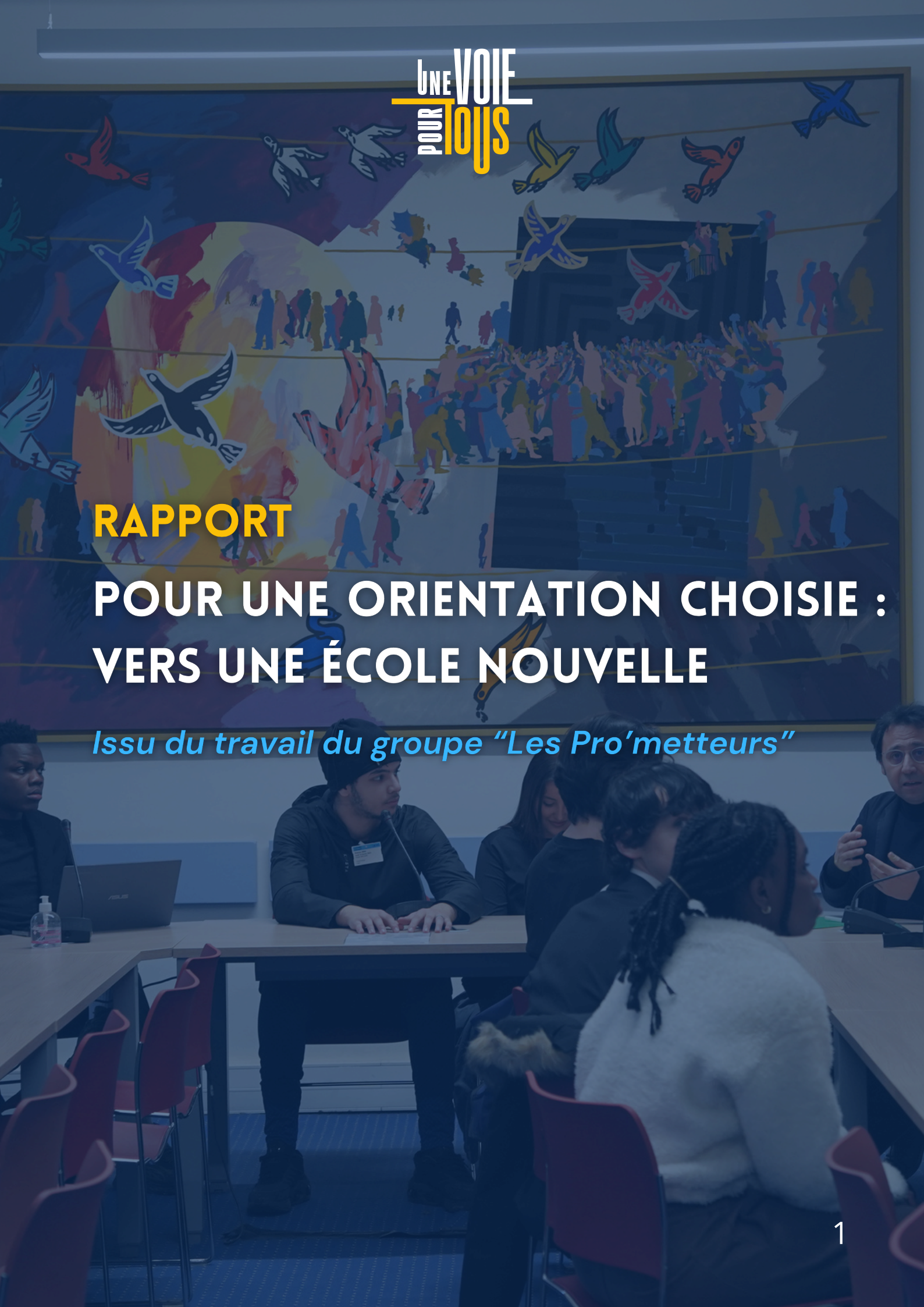

RAPPORT

POUR UNE ORIENTATION CHOISIE : VERS UNE ÉCOLE NOUVELLE

Issu du travail du groupe "Les Pro'metteurs"

SOMMAIRE

1 INTRODUCTION

2 LES THÉMATIQUES

3 COHÉSION DES TERRITOIRES

4 LA PARENTALITÉ

5 L'ORIENTATION EN FIN DE COLLÈGE

6 PROPOS CONCLUSIFS

7 LES PRO'METTEURS & L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES PROS

INTRODUCTION

La voie professionnelle souffre depuis de nombreuses années d'une dévalorisation persistante, souvent perçue comme une filière par défaut plutôt qu'un choix éclairé. Cette image négative est alimentée par des stéréotypes tenaces, qui associent les élèves de cette voie à un manque d'ambition ou de capacités académiques. Ils sont parfois considérés comme des jeunes ayant échoué dans l'enseignement général, réduits à suivre un parcours qu'ils n'auraient pas choisi de plein gré. Cette perception erronée est renforcée par un manque de visibilité des opportunités qu'offre la voie professionnelle et par une orientation subie, où les élèves ne sont pas suffisamment accompagnés dans leurs choix.

Trop souvent relégués à l'arrière-plan des politiques éducatives, ces jeunes font face à une stigmatisation qui freine leur insertion dans le monde du travail et limite leurs perspectives d'avenir. Cette marginalisation impacte leur confiance en eux et leur capacité à se projeter dans des carrières épanouissantes. Les parents eux-mêmes, influencés par cette représentation dévalorisante, hésitent à encourager leurs enfants à choisir cette voie, préférant des parcours perçus comme plus prestigieux.

Pourtant, la voie professionnelle est une voie d'excellence, qui forme aux métiers essentiels et à des compétences pratiques indispensables à l'économie. Elle offre des débouchés concrets et des perspectives d'évolution que beaucoup ignorent, allant de l'apprentissage en entreprise à la possibilité de poursuivre des études supérieures. De nombreux secteurs — comme l'industrie, l'artisanat, la santé ou encore le numérique — recherchent activement des jeunes qualifiés issus de ces filières.

Revaloriser la voie professionnelle passe par une meilleure information, une reconnaissance accrue des diplômes délivrés et une sensibilisation du grand public aux réussites qu'elle permet.

Dans une enquête d'opinion que nous avons publiée avec l'institut Viavoice en juin 2024, nous révélions qu'une majorité d'élèves actuels et anciens de la voie professionnelle avaient le sentiment d'avoir été dévalorisés dans leur orientation, et que près de la moitié déclaraient l'avoir subie. De plus, dans notre première collaboration avec cet institut en 2023, 79 % des Français estimaient que la voie professionnelle n'était pas assez valorisée. Ces indicateurs montrent à quel point les lycées professionnels constituent un point névralgique de l'éducation nationale. Ils incarnent un moment d'inégalité criante, avec une transversalité territoriale rare.

Le 15 octobre 2024, plus de trois cents lycéens issus de filières professionnelles d'Île-de-France se sont réunis dans l'effervescence et l'enthousiasme d'une rencontre inédite : l'Assemblée nationale des Pros. Cet événement fut un point de convergence des aspirations et des rêves d'une jeunesse désireuse de faire entendre sa voix, de s'inscrire dans le dialogue démocratique et d'influencer les contours de son avenir éducatif.

Des semaines durant, dans les salles de classe et les amphithéâtres de neuf établissements sélectionnés, s'est tissée une dynamique intense de réflexion et d'échanges. Entre ateliers, débats et rencontres, les élèves, portés par une énergie nouvelle, ont identifié les problématiques qui jalonnent leur parcours, exploré leurs causes profondes et imaginé des solutions audacieuses et durables.

De ce bouillonnement intellectuel ont émergé dix-huit propositions, chacune portée par des rapporteurs volontaires animés par une détermination sans faille.

La force de ce mouvement tient dans sa spontanéité et sa sincérité. Les lycéens ont démontré, avec une éloquence remarquable, leur volonté de participer activement à la construction du système éducatif de demain. Désormais, l'enjeu est de donner à ces propositions une portée institutionnelle, de les faire résonner sous la coupole du Parlement, là où se forgent les lois et où prennent forme les décisions qui dessinent l'avenir du pays. Il ne s'agit plus seulement de permettre à ces jeunes d'entrevoir les institutions, mais bien de leur en ouvrir les portes et de leur offrir un rôle concret dans leur transformation.

Ce travail parlementaire s'inscrit dans une démarche volontairement apartisane. Il ambitionne de transcender les clivages idéologiques pour se consacrer uniquement à l'amélioration de la condition scolaire et professionnelle des jeunes. Deux axes structurent cette initiative : d'une part, la priorisation des propositions formulées et l'élaboration d'une stratégie pour les ancrer dans la réalité législative ; d'autre part, la mise en place d'une commission d'enquête sur la question cruciale de l'orientation en fin de troisième. Cette commission, appuyée par des auditions et des rencontres d'experts, débouchera sur un rapport collectif qui viendra enrichir la réflexion publique.

Au cœur de cette effervescence, six auditions ont été organisées pour éclairer les différents aspects du sujet. L'histoire de la voie professionnelle, les inégalités scolaires, le fonctionnement de l'orientation, les politiques éducatives, la politique de la ville et les enjeux spécifiques de l'éducation en milieu rural ont été scrutés par le prisme d'experts reconnus.

De ces réflexions collectives sont nées des propositions riches et concrètes. Il s'agit notamment d'assurer à chaque élève une orientation véritablement choisie en fin de troisième, d'augmenter le volume horaire dédié à cet accompagnement, d'instaurer des congés pour les parents afin de favoriser leur implication, de démocratiser les classes préparatoires, d'intégrer l'entrepreneuriat dans les programmes, ou encore de créer un diplôme national de citoyenneté.

L'initiative veut également déconstruire les stéréotypes de genre dans l'orientation, encourager la mixité sociale par des activités inter-établissements, et réformer les horaires pour favoriser les activités périscolaires.

Cette effervescence ne doit pas rester théorique : des rencontres avec des parlementaires sont prévues pour porter ces idées, et un suivi rigoureux permettra d'évaluer les avancées concrètes.

Les Pro'metteurs n'ont pas seulement dressé un état des lieux. Ils ont bâti une vision. Ils incarnent une génération qui ne se contente plus d'être spectatrice, mais revendique sa place dans la construction d'un avenir scolaire et professionnel digne de ses aspirations.

HISTOIRE DE L'ORIENTATION

Dès le mois de janvier, une première réunion s'est tenue dans l'enceinte de l'Assemblée nationale. À cette occasion, une dizaine d'établissements scolaires avaient proposé à leurs élèves de l'intégrer, en plus de celles et ceux qui avaient présenté les propositions durant l'Assemblée nationale des pros.

La première mission du groupe a été de définir la thématique. Très rapidement, un consensus a été tenu autour de l'enjeu de l'orientation en fin de troisième. En effet, une majorité des Pro'metteurs avait eu à traverser une orientation subie vers la voie professionnelle.

Nous avons ensuite ciblé les thématiques qui nous permettraient de pouvoir alimenter au mieux la réflexion afin d'avoir des propositions de loi qui couvrent le plus de sujets possibles, et qui soient les plus représentatives également du territoire et de ses particularités.

Les trois thématiques qui ont été choisies sont les suivantes :

- La cohésion des territoires ;
- La parentalité dans le parcours d'orientation ;
- L'orientation en fin de troisième.

COHÉSION DES TERRITOIRES :

L'objectif de cette thématique est de faire de l'école un espace de rencontre entre des territoires qui ne se connaissent pas. Le lycée professionnel offre une formidable opportunité de produire ensemble, en mobilisant des expertises et des expériences variées à l'échelle nationale.

PARENTALITÉ :

Trop souvent exclue du processus décisionnel, la famille joue pourtant un rôle central dans le parcours éducatif de l'élève. Cette thématique vise à mieux impliquer les parents, à lever les freins à leur participation, et à les outiller pour accompagner leurs enfants dans des choix éclairés.

L'ORIENTATION EN FIN DE TROISIÈME :

Il est apparu comme une évidence que ce sujet devait faire l'objet de réflexions spécifiques. L'orientation représente sans doute le point névralgique du désamour collectif envers la voie professionnelle. Nous avons donc imaginé des pistes d'amélioration concrètes pour garantir une orientation réellement choisie, pour tous les élèves de la République.

Assemblée Nationale
126 RU
BUREAU 2
lundi 18 novembre 2024
Eliseo LOPEZ
Martinet William
Visite -

COHÉSION DES TERRITOIRES

PROPOSITION 1

FAVORISER L'ACCÈS AU PERMIS DE CONDUIRE POUR LES ÉLÈVES DE LA VOIE PROFESSIONNELLE

L'obtention du permis de conduire est aujourd'hui un levier essentiel d'émancipation pour les jeunes, et cela vaut encore plus pour les élèves de la voie professionnelle. Beaucoup de formations (mécanique, BTP, aide à la personne, agriculture...) exigent des périodes de stage dans des zones parfois éloignées du domicile.

Or, nombre de jeunes issus de milieux modestes, notamment en CAP ou bac pro, n'ont pas les moyens de financer des heures de conduite, encore moins l'achat d'un véhicule. À l'échelle nationale, près de 76 % des jeunes de moins de 25 ans renoncent à des opportunités professionnelles faute de permis.

Pour ceux de la voie professionnelle, souvent moins mobiles, c'est un facteur aggravant d'inégalité. Favoriser leur accès au permis, c'est leur offrir une véritable chance de réussir, de décrocher un emploi, d'être autonomes dans leurs choix.

C'est aussi reconnaître leur effort, leur travail et leur utilité sociale. Aujourd'hui, quand un élève de terminale bac pro décroche un contrat à 30 km de chez lui mais doit le refuser parce qu'il n'a pas le permis, c'est tout un système qui échoue.

Aider au financement du permis (via des aides ciblées, des partenariats avec les auto-écoles, ou des dispositifs régionaux) doit devenir un droit pour les élèves de la voie professionnelle. Pas une faveur.

PROPOSITION 2

METTRE EN PLACE DE LA MOBILITÉ INTERNE PAR DES JUMELAGES NATIONAUX ENTRE ÉTABLISSEMENTS

On parle souvent de mobilité internationale, mais trop peu de la mobilité entre élèves français eux-mêmes. Les jeunes de la voie pro ont pourtant tout à gagner à sortir de leur environnement immédiat, à découvrir d'autres territoires, d'autres établissements, d'autres manières d'apprendre.

Un système de jumelage entre lycées professionnels de différentes régions permettrait, par exemple, à un élève de boulangerie de Normandie de passer quelques semaines dans un établissement partenaire à Marseille, ou à une future esthéticienne de la Creuse de vivre une immersion à Lille.

Ce type de mobilité ne doit pas être réservé aux élites ou aux programmes Erasmus. Il est temps de le rendre concret pour ceux qui, souvent, n'ont jamais quitté leur département.

Ce brassage crée de l'ambition, casse les idées reçues, et permet aux élèves de se projeter ailleurs. Il favorise aussi l'ouverture pédagogique, la coopération entre équipes et une dynamique positive dans les établissements.

Aujourd'hui, la majorité des élèves en bac pro effectuent toute leur scolarité dans un périmètre restreint, ce qui limite leur réseau, leur vision du monde professionnel et leur capacité à rêver plus grand.

Des mobilités nationales accessibles, encadrées, avec hébergement et accompagnement, enverraient un message fort : leur avenir ne s'arrête pas aux frontières de leur académie.

PROPOSITION 3

DIVERSIFIER LES FILIÈRES PRÉSENTES DANS LES TERRITOIRES RURAUX

Les jeunes des zones rurales font face à un paradoxe : ils vivent dans des territoires riches en besoins (artisanat, agriculture, services, tourisme…), mais les formations disponibles localement ne reflètent pas cette diversité.

Résultat : des filières saturées dans les quelques lycées pro du coin, et des jeunes contraints de partir loin pour se former dans un domaine qui les motive. Beaucoup de familles n'ont ni les moyens ni la logistique pour cela.

Alors, les jeunes restent… mais dans une filière par défaut. Cela accentue les inégalités territoriales.

Diversifier l'offre de formation dans les zones rurales, ce n'est pas créer pour créer. C'est répondre à des réalités économiques locales et redonner du souffle à des bassins de vie entiers.

Pourquoi une région agricole n'aurait-elle qu'un bac pro commerce, mais pas de formation en agroalimentaire ? Pourquoi une zone touristique manquerait-elle de formations en hôtellerie ou en accueil ?

Ce déséquilibre nuit à l'orientation choisie et alimente un sentiment d'injustice. Installer de nouvelles filières adaptées, c'est permettre aux jeunes de se former là où ils vivent, dans des métiers utiles à leur territoire.

PARENTALITÉ

PROPOSITION 1

INSTALLATION/GÉNÉRALISATION DES OUTILS DE TRADUCTION IMMÉDIATS POUR LES PARENTS ALLOPHONES AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS

La barrière de la langue est souvent le premier mur invisible entre l'école et les familles allophones. Combien de réunions parents-profs se déroulent dans le silence, faute de compréhension mutuelle ? Combien de bulletins non lus, de courriers ignorés, d'informations mal interprétées ?

Et derrière cela, combien de jeunes se retrouvent seuls, contraints de faire office de traducteurs à 14 ou 15 ans ?

Généraliser l'usage d'outils de traduction immédiate — applications numériques, tablettes en libre-service, services d'interprétariat en ligne — permettrait de redonner leur juste place à ces parents dans le suivi éducatif de leurs enfants.

Ce n'est pas leur faire une faveur, c'est reconnaître leur droit fondamental à comprendre et à être compris.

Il convient aussi de penser aux langues rares, pour lesquelles même les enfants n'ont pas le vocabulaire scolaire. Un dispositif national de traduction, mutualisé entre établissements et collectivités, permettrait d'agir concrètement, sans surcharger les équipes éducatives.

PROPOSITION 2

MISE EN PLACE D'UNE JOURNÉE PAR TRIMESTRE D'IMMERSION AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS PAR LES PARENTS

Pour beaucoup de familles, l'école est un lieu intimidant. Certains parents n'osent pas y entrer : leur propre rapport à l'école a été douloureux, ou ils craignent de ne pas y être les bienvenus.

Et pourtant, quand ils passent la porte, tout change.
Instaurer une journée d'immersion chaque trimestre — dans les ateliers, les cours, la vie quotidienne de l'établissement — permettrait de casser cette distance. Cela valoriserait les élèves, renforcerait le lien école-famille, et apaiserait les tensions.

Ces temps d'immersion pourraient également permettre aux familles de découvrir des filières, des débouchés, et de mieux comprendre la richesse de la voie professionnelle, souvent méconnue.

PROPOSITION 3

MISE EN PLACE DE SYSTÈME DE GARDE D'ENFANT AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Certains élèves de la voie professionnelle sont eux-mêmes parents. Souvent de jeunes mères, qui jonglent entre scolarité, stage, trajets, et biberons. Cette situation, ignorée par les politiques éducatives, mène trop souvent au décrochage scolaire.

Installer une garde d'enfants — halte-garderie, partenariat avec une crèche, personnel dédié quelques heures par semaine — serait une mesure de justice sociale.

Mais ce dispositif bénéficierait aussi aux parents d'élèves : dans de nombreuses familles monoparentales, les mères seules ne peuvent assister aux réunions scolaires faute de solution de garde.

Leur permettre de venir, ne serait-ce que deux heures, c'est leur donner les moyens de s'impliquer, au lieu de les pointer du doigt pour leur absence.

PROPOSITION 4

AMÉNAGEMENT D'ESPACES DÉDIÉS AUX PARENTS AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS

Quand un parent entre dans un établissement, il ne sait souvent pas où aller. L'école n'est pas pensée pour l'accueillir.

Pourtant, il suffirait d'un espace d'accueil chaleureux : un lieu où attendre, discuter, s'informer, lire un document sur la scolarité ou poser une question à un adulte référent.

De tels espaces existent déjà dans certains établissements pilotes : ils améliorent la communication, réduisent les tensions et favorisent un climat scolaire plus apaisé.

Ces lieux peuvent devenir de véritables tiers-lieux éducatifs, où associations, professionnels ou assistantes sociales peuvent aussi être présents.

Il est temps de faire de l'école un lieu ouvert, pas une forteresse

ORIENTATION EN FIN DE COLLÈGE

PROPOSITION 1

MISE EN PLACE D'UN ACCOMPAGNEMENT DÈS LA 3e À L'ORIENTATION (2H/MOIS)

Chaque année, des milliers d'élèves de 3e sont orientés vers une filière qu'ils n'ont pas choisie, ou qu'ils ne comprennent pas. Le plus souvent, ce choix est guidé par les résultats scolaires, les places disponibles, ou des représentations floues des voies professionnelles ou technologiques.

Mettre en place deux heures par mois dédiées à l'orientation tout au long de la 3e, c'est offrir un cadre pour réfléchir, découvrir, dialoguer et construire un projet. Ces heures pourraient être utilisées pour rencontrer des professionnels, visiter des établissements, travailler sur l'estime de soi et les compétences.

Aujourd'hui, seuls les jeunes accompagnés par leur entourage accèdent à ce type d'information. Ce temps structuré permettrait de corriger les inégalités d'accès à l'information, notamment pour les élèves issus de familles modestes.

C'est aussi une manière de sortir l'orientation du pur système de notation. Un élève peut être motivé, curieux, mais perdu sans accompagnement. En instaurant ce rythme régulier, on prépare les élèves à faire un choix éclairé, réfléchi, en lien avec leurs envies, et non subi dans l'urgence du troisième trimestre.

PROPOSITION 2

SUIVI DE RETOUR D'EXPÉRIENCE EN 2NDE AVEC POSSIBILITÉ DE CHANGER DE FILIÈRE

Le passage en seconde est souvent vécu comme un point de non-retour. Or, dès les premières semaines, de nombreux élèves se rendent compte que la filière choisie ne leur convient pas. Trop théorique, pas assez pratique, trop exigeante ou pas motivante : les raisons sont nombreuses. Pourtant, il est aujourd'hui très difficile de changer de voie en cours d'année, ce qui pousse beaucoup d'élèves à rester "coincés", au détriment de leur motivation ou de leur bien-être.

Instituer un retour d'expérience encadré dès le premier trimestre, c'est permettre à chacun de faire le point sur ses ressentis, ses difficultés, ses envies. Ce moment, organisé avec les équipes pédagogiques, pourrait déboucher sur un changement de voie facilité et sans stigmatisation. Car à 15 ou 16 ans, il est parfaitement normal de se tromper, de douter, de chercher. Il faut sortir d'un système où le changement est vu comme un échec, alors qu'il peut être une preuve de maturité et de lucidité.

Ce suivi permettrait aussi de lutter contre le décrochage scolaire, en permettant les ajustements de parcours comme des choix réfléchis.

PROPOSITION 3

SUPPRIMER LA DISTINCTION ENTRE LA VOIE GÉNÉRALE, LA VOIE TECHNOLOGIQUE ET LA VOIE PROFESSIONNELLE

La structuration actuelle du lycée impose une séparation nette entre trois voies : générale, technologique et professionnelle. Ce découpage, hérité d'une vision ancienne de l'éducation, continue de porter une hiérarchie implicite entre les parcours.

La voie générale est perçue comme la "voie noble", la technologique comme un entre-deux flou, et la professionnelle comme la voie des élèves en «difficulté».

Ces représentations pénalisent les jeunes, renforcent les inégalités sociales, et enferment chacun dans une trajectoire trop tôt figée. Supprimer cette distinction, c'est refuser cette logique de tri et construire un lycée modulaire, dans lequel les élèves pourraient composer un parcours adapté à leurs appétences : théorie, pratique, exploration de secteurs, spécialisation progressive.

Ce modèle permettrait de valoriser la diversité des intelligences, de décloisonner les savoirs, et de construire une culture commune. Un même élève pourrait expérimenter l'analyse littéraire, l'électronique, et la communication. Cela répondrait mieux aux attentes du monde du travail, où la polyvalence est un atout. C'est une réforme ambitieuse, mais nécessaire pour réconcilier orientation et égalité des chances.

PROPOSITION 4

REMETTRE EN PLACE LES PASSERELLES ENTRE LES TROIS VOIES

Trop d'élèves restent enfermés dans une voie qui ne leur convient plus, simplement parce que le système ne leur permet pas de changer de cap facilement. Or, à 15 ou 16 ans, il est normal d'évoluer, de découvrir de nouvelles passions, de remettre en question ses choix.

Le problème, c'est que les passerelles entre les voies générale, technologique et professionnelle sont aujourd'hui trop rares, trop complexes, et trop peu connues. Il est urgent de les remettre en place de manière systémique, avec un vrai suivi, des modules de transition, et des périodes d'immersion pour tester une autre voie sans risque. Un élève de bac pro motivé devrait pouvoir rejoindre une série technologique sans se heurter à un mur. Un élève de seconde générale en difficulté pourrait s'épanouir dans un atelier sans devoir redoubler.

Ces changements doivent être possibles en cours ou en fin d'année, selon les profils. Remettre en place ces passerelles, c'est reconnaître que les parcours ne sont pas linéaires, que l'erreur n'est pas une faute, mais une étape. C'est aussi envoyer un signal fort : on fait confiance aux élèves pour se réorienter et construire un parcours qui leur ressemble.

PROPOSITION 5

SUPPRIMER LES NOTES DES DOSSIERS SCOLAIRES D'ORIENTATION, AU PROFIT DES MOTIVATIONS

L'orientation reste trop souvent déterminée par les résultats scolaires. Mais un bulletin ne dit pas tout : il ne reflète ni la motivation, ni le potentiel, ni l'envie. Beaucoup d'élèves, notamment en difficulté dans les matières générales, se voient refuser l'accès à des filières professionnelles qui les intéressent, simplement parce qu'ils n'ont pas "le niveau académique".

À l'inverse, d'autres, très scolaires mais peu investis, sont orientés vers des parcours qui ne les stimulent pas. Il faut changer de logique et centrer les décisions sur les motivations

des élèves. Cela passe par la suppression ou la mise à l'arrière-plan des notes dans les dossiers d'orientation, au profit de lettres de projet, d'entretiens, d'évaluations sur l'implication en stage ou en atelier.

Ce changement permettrait aussi de lutter contre l'autocensure : combien d'élèves issus de milieux populaires n'osent pas viser une formation qui les attire, simplement parce qu'ils pensent "ne pas avoir le droit" ?

Recentrer l'orientation sur les projets, c'est valoriser les parcours choisis, redonner du pouvoir aux élèves, et surtout, construire une école qui regarde les jeunes dans leur globalité, et non à travers des moyennes.

16:41
21°
10 FEVR
126 RU
9e BUREAU
lundi 10 février 2025
Thélian LAM
126 RU
9e BUREAU
lundi 10 février 2025
Lydia MESA

CONCLUSION

Ce rapport part d'un constat trop souvent passé sous silence : la voie professionnelle reste marginalisée dans les politiques éducatives, alors même qu'elle concentre les fractures les plus vives du système scolaire – inégalités sociales, orientation contrainte, manque de reconnaissance. Elle est pensée pour les élèves « en difficulté », rarement à partir d'eux.

À travers Pro'metteurs, nous avons choisi une autre approche : regarder l'école depuis ses marges, et faire de la voie professionnelle un point d'appui pour repenser l'ensemble du système. Parce qu'y émergent des tensions structurantes – entre théorie et pratique, entre savoirs et compétences, entre ce que l'école valorise et ce que la société attend – c'est aussi là que peuvent naître des réponses pertinentes, concrètes et adaptables.

Les propositions formulées ici sont issues du terrain. Elles ne viennent pas d'en haut, mais des premiers concernés : élèves, enseignants, formateurs, professionnels. Ce choix n'est pas seulement méthodologique ; il est politique. Il affirme que les politiques publiques peuvent et doivent se construire avec celles et ceux qui en vivent les effets, et que la démocratie ne se limite pas à voter, mais implique de co-construire les choix collectifs.

Pro'metteurs ne prétend pas tout résoudre, mais il propose un changement de regard, une méthode plus juste, et une boussole pour celles et ceux qui veulent construire une école plus équitable, depuis ses marges jusqu'à son cœur.

LES PRO'METTEURS

KHERROUBI AMIRA - TOMARA ANNA - TAFIT FARAH - BENSABRI OTMANI SOUHILA - OTMANI ANIS - RIBEIRO MILAN - LEMARIÉ LOANN - YOUSSOUF HAYTHAM - MESA LYDIA - OUSTAD SARAH - MEDANE RAYAN - BENNANI SARAH - LHIOU HAYFA - KOUAGNANG MANUELA - KEMAYO NANA - KELBI SALMA - GABRIELLA GUEHI ROSY - TRAORÉ AMINATA - MONNET CHARLINE - MARNA SUZANNE - KRESHCHUK ALEXANDRA - SANOGO FATIMA - DOS -SANTOS COELHO ARELY - MUSABE KEDY IGOR - BOULAFA AYA - CHELET CÉLIA - CLEMENT SHELSSY - DIABY AÏSSATA - DIAWARA KHADIJA - NGANKO-YANOU BRAYAN - BA COUMBA - MAÏRONE STIENNE - JULES TISON - DAUTRY MARTIN - DAVILLE JAHID - GASSAMA ABDOULAYE - TANDJIGORA YOUSSOUF - LE MOELIC RONAN - DRAME ISSIFOU - BOUALI HOUDA - BENLAHOUAL HASSEN

ASSEMBLÉE NATIONALE DES PROS

IANNUZZI BRIGITTE LOUREIRO AGNÈS HADDAOUI ZINEDINE LANCASTRE JEAN-MARC AMMOUR RAYANE BEKOUCHE WASSIM BELGHOUAT ASSIA BEN AMARA MOHAMED-RAMZY BENALI MUSTAPHA AYOUB BOUZIANE MEHDI EKWE ELONG JACKENIS EMI-MPUIBA-KUME ALCEL EUCAR VANILLE FOREST NOAH JEAN JOHN KEITA GOUMOUNE LOPES PEREIRA ANA LUISA M'TSOUNGA KONE NÉBOUA MANGUENGA CLAIRICIA KESSY MAZANDI MUANDA BLESSING MEITE BINTOU MRAIDI SAIDA SELAM ASSYA SOUKOUNA SAMBA SOUSSI RIAH WISSAL TAVARES SOARES FABIANA MANUELA ABOUELSOUD YASMIN AROUCH HIBA BARBOSA CHRISTIAN BENAIA AMEL BETTAYEB AYA CHAIMI JABIR CHNEGUIR RAYAN CRUNEL MARIE DASCALESCU DANIEL DEHMANI MAISSENE DOS SANTOS COELHO ARELY EL MOUSSATI NAWFAL GAIL MATHEO GULER FERHANUR HUSSEIN MERYAM HUSSEIN-ALASSAF MAHA HYSENI BLÉRIM KOFFI MOHNYA KRESHCHUK ALEXANDRA LOURDE MUANJI CHLOÉ MARKOUM RAYANE MARNA SUZANNE MUMBUNGU DANIELA MUSABE KEDY IGOR OMOLOMO - LAHON SHERYL OULHSANA YASSINE SANOGO FATIMATA TEHIFA YASMINE XISTRA MATOS FERNANDO YAGOUBI SORAYA HOERTEL BELLARD ISABELLE BENMAGHNIA SAMIA BAKAYOKO NOURA BOUGHANMI HEDI CLAVE-ALCINDOR MATHIS DABO KANY DIAKITE MAKAN DJAE IMANE DOUCOURE YAKHOUBA DRAME MOUSSA RENAUD TANYA FERTON-MICHEL OSCAR FINET HICHEM GALLET-THIBAUVILLE ILAN HASSOUNI DJOUHER KABA FANTA KAIB KAHYNA KIKOUAH-ORCERA MARIA LAVAGNE-BEN-KHALIFA YOHAN NOURAOUT ZINEB RODRIGUES-DURAO ENZO SADOUN SYPHAX SUKA TSHIMPI JONATHAN THERUGNANASAMBANTHAR THARUNY THIOUNE ADJI-DJEGANE TRAORE-CHOGBE ALEXIA MERRAD CHERAZADE BEN JRAD EDRIS BERNARD WILLY BURGON RONAN DELISLE QUENTIN DJEDAIET LEÏLA GAKOU MAHMOUD GOLAN--INOUÉ ENZO GUILLAUME GABIN KARAEVA ELINA LE BRETON THOMAS MAITRET--ADDA ILYES MULANO JHON NDJIKE KAMGA ARISTIDE ORTIZ PENAFIEL EMMANUEL PHUGPA TENZIN PYLIAVSKYI OLEKSANDR RIVIERE SACHA SAH ESPOIR TAMBADOU SAMIRA THAPA ASHMI VASYLENKO KOSTIANTYN YANG CHLOÉ RHARADE FRANÇOISE ABOU HASHISH MOHAMMED ASLAM IRSLAN BENAÏNI AYA BENARBIA AYCHA BOUFARZA HAFSA BOULBALI MOSTAPHA

ASSEMBLÉE NATIONALE DES PROS

CAKMAK SONGUL CHADLI NORA CHILLA YANIS CHQOUBI MOHAMED CISSÉ NOAH-ISSA DJEDJE DJRO ELGHABA ALI HAMMOUCHI ELYES IMBOLA KEREN IOUELE GABRIEL KEBE MANSOUR OTMANI ANIS OUZIANE LINA POBA MOUKASSA NDOMBI JOE-CHRIST SAHRAOUI IMRANE SAMBAKE MAHAMADOU SINGH SIRAT TRAORÉ MAHAMET DEBAA SAMIA CHENAF SALOUA BENARBIA DALILA SINGH SAMIT BENSABRI ÉPOUSE OTMANI SOUHILA BOUFARZA SAADIA JELASSI SABRINE BLANC BAPTISTE BLEY YAO-JORDAN CHEVALIER MATHIAS DASILVA GRISIER MELVYN DOUMBIA FAMORY DUVERT-VOLTAIRE EMMANUEL EBUTA FALANGA DANIEL GONCALVES CHRISTIAN KHAN ALEENA KIMBEMBE PHILIPPE KUOH MOUKOURI GRACE LEHAM ALI MAALOUL AMIN MAHBOULI RAYAN MAISON AIT OUARABI MAELYS MAURICE LANDERRETCHE VICTOR MOUETTE NICOLAS MOUSSA SOFIENE PIERRE AUGUSTE KENLEY RICHARDSON NOAH SANGHARE SERIGNE SALIOU SIGNORI AVA STIENNE MAIRONE TOBOE MATHIEU BASTARAUD NIELS CHIBI MAÏDINE DA SILVEIRA WALLACE HEYRAUD CAMILLE MEITE IBRAHIM NAFAA YASTEN SMAIL PAREJA LOPEZ JEREMY TISON JULES TOUNKARA AYOUB TOUNKARA CHEICKNA TOUNKARA CHEYKHNE AKA-PENAQUE AÏDAN ALI BEY DOUNIA AMBROSIO JENEVIE BAH MOHAMAD MOUNTAGA BEN AMOR CHAÏMA BERIKA BENITESS BOUDEKAK RANIA CAMARA MARIAMA CISSE BINTOU DABO ANTHIOUMANA DAKO MERVEILLE DAOUD NISSRINE DIALLO FATOUMATA FAKUINGI GRÂCE HAWMI OUNAYSA KOULOUNGOU-MENAKUNTIMA DJIBRIL LABIADH TANSIM LUBUNGU NGINA BWALAYA JOSLIE MAHOUNGOU ALBERTELLI GUILLAUME MANDEGOU LOUIS-PHILIPPE NZOLANI-YAMUNKITA SIMONE PAYET JEAN HUGUES RODRIGUEZ QUINTERO VALENTINA THEOUSSE TIDYANN TOUMBOU MAMADOU TOUTAH NADINE WAQUET YOUX MANON WEDN SOUHIR BALADI RANYA BALEKOMOSO MALUMBA BAN NAN EMILIE BARADJI DJOUMA BARRY FATOUMATA BASTIAN LORENZO BENFKIH MOHAMED NIHAD BIMAKO RAYANE BOKOKO MBOYO DYNA BOUKHTIOUA KENZA BOULTIF LINA CAMARA BAKERY DAOUDA MEHDY DIARRA OUMAR GODIO MARTINS SARA ISMAILOVA MINÉ KEBBANE LUNA KEITA GOUNDO KONE SEBA LAURUMA JANCELYNE MEHDAOUI MAISSANE MULEKI ELIAKIM SESILA JONATHAN SOIFOINI RIZIKI TEIXEIRA CLARA WILLIAM MARLEY YOUSSOUF ZAN'OUN ANGAPPAN HARISH ANSEUR FATIMA-ZOHRA ASIF FAIZAN AHMAD BEZZAOUIA ABDOULLAH DAHGANE SELYAN DIALLO MAMADOU LAMINE DJAOUD SAMY EL AOUADI HOUSSAM ENMAR HOUSSAM ERKAN BERAT FERY MATTEO JOHN KENNADY FRANKLIN KEITA ABOUBACAR KONE SIDNEY LAPLAIGE BAPTISTE MBAÉ NAFAL NOORJEHAN KADEER SHAHIL AHMED REZGUI BILEL SAADA RYAN SAKO ISMAËL ZAÏDI KAÏS KIEKEN HÉLÈNE PISI NABIA MASROUR HOUSSNA AMARA AMINA CHELKI ASNA PIOT AURORE BOUNGOU GOUMA PATERNE ABDI SIHEM AMAMRA INES BARRY FATOUMATA BUTT AFIFAA CANI MELODIE DABA MALAK DE SOUZA LYDIE DEXTRA MELISSA DIARRASSOUBA MARIAM EBANZA KETIA FELIX-VERGER RYHANA ISSILI EMNA KADA BOUSSAINA LEFEVRE JEANNE LOPEZ ELISEO LUTETE MAFUANA SIDONIE MC KENNA EMILY NAMANI OUMEYMA OZMEN CANSU RAOUADI CAMILLE-LEA SAMAKE YASMINE SITA SARAMBOUNOU HAWA SEGUIN BRIANA SEMEDO NESSY SINSEAU KATALINE SISSOKO CROIBA-DEMBA TCHANGOUE NGASSA ZYIALI ELIF TRAORE FANTA TSANI ZHIRA ADOUKONOU ELRIDGE ALLALI FARES BALI IMRANE BENHALIMA ISMAIL DAUTRY MARTIN DAVILLE JAHID DRAME ISSIFOU DOUMBOUYA FANTA GASSAMA ABDOULAYE KRISAANE YASSINE LE MOELLIC RONAN METALSI MATHIS NTUA MOBAZABOE NATHAN NYUMA ILUNGA ISAAC PEREIRA BRANCO BENJAMIN SAID BILAL TANDJIGORA YOUSSOUF WAJARGA WILLIAM BENLAHOUAL HASSEN BOUALI HOUDA COIPEL CHRISTOPHE DELRIC NICOLAS GADEVOIS PAULINE"